



الائتلاف الإسلامي العسكري لمحاربة الإرهاب
ISLAMIC MILITARY COUNTER TERRORISM COALITION

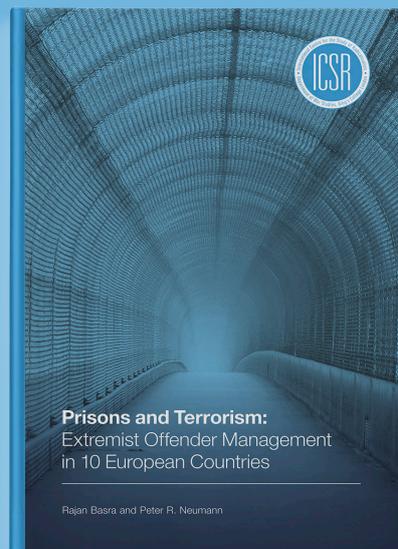


Rapports Internationaux

18

Prisonniers et Terrorisme

Gestion des affaires des détenus dans les affaires de terrorisme dans dix pays européens





Rapports Internationaux

18

Octobre 2020

Prisonniers et Terrorisme

Gestion des affaires des détenus dans les affaires de terrorisme dans dix pays européens

Le Centre International d'Étude de l'Extrémisme et de la Violence Politique de l'Université King de Londres a présenté une recherche supervisée par des experts dans le domaine de l'extrémisme et du terrorisme, qui a étudié des dizaines de combattants européens ayant des antécédents criminels, dont certains ont voyagé pour se battre, et d'autres ont participé à des attentats terroristes en Europe. Le rapport commence par mentionner une vérité amère mais bien connue, à savoir que les prisons sont un point de rencontre majeur des extrémistes et des groupes terroristes, et une couveuse de l'idéologie terroriste. Des décennies avant la formation des dirigeants de l'État Islamique (Daech), dans la prison de Bucca en Irak, les islamistes égyptiens, l'extrême droite allemande, les indépendantistes irlandais et les séparatistes basques comptaient sur les prisons pour la planification, le recrutement et la préparation.

Entre crime et terrorisme

Le rapport indique que «les méthodes d'évaluation des menaces relatives à l'extrémisme sont, de plus en plus, utilisées dans la plupart des pays étudiés», et que certains programmes et initiatives ne peuvent pas être évalués actuellement, car ils sont encore à leurs débuts. Les pays étudiés ont reconnu qu'ils avaient du mal à savoir ce qui se passait dans leurs prisons, que le désengagement de l'extrémisme demande beaucoup de temps et que son succès ne peut pas être garanti. L'étude comprend des recommandations visant à faire des prisons une priorité absolue dans la lutte contre l'extrémisme et le terrorisme.

Bien que l'augmentation des dépenses pénitentiaires ne soit pas très populaire, les auteurs ont appelé les gouvernements et l'opinion publique à prendre conscience que le maintien de l'ordre et de la sécurité dans les prisons est un investissement rentable dans la lutte contre la criminalité et le terrorisme. Le rapport pose nombre de questions, dont les réponses apportent des solutions significatives, telles que: Les détenus devraient-ils être emprisonnés en un seul endroit? Devraient-ils être répartis dans des unités publiques mixtes? Devraient-ils être complètement isolés? Chaque option a des partisans qui la défendent, ce qui a conduit à une diversification des méthodes de traitement en fonction de la perception de chaque chercheur, avec une attention particulière portée aux détenus les plus dangereux.

Le rapport a conclu qu'il existe une corrélation entre la criminalité et le terrorisme, car le pourcentage de criminels de droit commun qui se sont transformés en terroristes dans les prisons était de 57% des personnes interrogées, tandis que 27% ont passé une peine en prison et sont devenus extrémistes. Les chercheurs pensent que les détenus peuvent considérer le djihad comme une sorte d'«expiation», pour leurs actions passées.

Introduction de la recherche

Les prisons constituent de nos jours pour tous les groupes terroristes un épice, pour la radicalisation de nombreux prisonniers, qui n'avaient aucune affiliation politique ou extrémiste, et une base de planification et de préparation de nombreuses attaques, quoiqu'elles aient aidé beaucoup de détenus, à se détourner de l'extrémisme et du terrorisme.

Le rapport donne un aperçu de la situation actuelle dans dix pays européens concernant:

1. Les tendances parmi les criminels extrémistes.
2. La planification des attaques dans les prisons.
3. Les systèmes pénitentiaires destinés aux extrémistes.
4. Les politiques de libération et de réintégration.

Les experts se demandent pourquoi les chercheurs et les décideurs politiques ne s'intéressent pas à la question de la polarisation dans les prisons, et à la rareté des études de terrain dans ce domaine, malgré le grand intérêt de ce phénomène pour les questions d'extrémisme et de terrorisme au cours des dernières décennies. Le rapport fait référence à une étude très utile en 2010, publiée par le même Centre, qui a profité aux chercheurs et qui a été approuvée par les personnes intéressées par la réforme des systèmes pénitentiaires pour les prisonniers à motivation politique en Australie, en Grande-Bretagne et aux Pays-Bas.

Méthodologie de recherche

Le rapport se base sur l'approche suivie dans l'étude précédente, mentionnée ci-dessus, qui est un projet mis en œuvre, entre avril 2019 et juin 2020 et financé par la Ligue Nationale Néerlandaise pour la Sécurité et la Lutte Contre le Terrorisme et le Ministère Suédois de la Justice.

L'étude portait sur des centaines de personnes détenues pour des crimes liés au terrorisme, originaires de dix pays sélectionnés, comme suit:

Pays	Nombre de prisonniers détenus pour des infractions liées au terrorisme	Nombre de prisonniers repérés pour des actes d'extrémisme	Système de tri	Disponibilité d'unités séparées dédiées aux extrémistes	Principal outil utilisé pour évaluer les risques	Programmes de déradicalisation ou de désengagement des criminels extrémistes
Belgique	136 environ	165 à 450	Distribution (avec choix du lieu de détention)	Oui (deux unités accueillent environ 40 détenus)	Examen de l'évaluation des risques d'extrémisme violent	Programmes de désengagement individuel (varie selon la langue parlée par le détenu, néerlandais ou français)
Danemark	19	64	Distribution	Inexistant	Non spécifié	Orientation et sensibilisation

Angleterre et Pays de Galles	238 (183 fondamentalistes; 44 d'extrême droite; 11 autres)	450 environ	Distribution (avec choix du lieu de détention)	Oui (une unité d'une capacité totale de 8 détenus)	Guides des risques d'extrémisme	«Programme d'intervention approprié fondé sur l'identité»; "Programme de désengagement"
France	549 (522 fondamentalistes; 36 séparatistes basques)	1458	Distribution (avec choix du lieu de détention)	Oui (avec une capacité prévue de 1 500 détenus)	Réseau d'évaluation de la radicalisation; Examen de l'évaluation des risques d'extrémisme violent 2	Programmes individuels; Ateliers de groupe (recherche et intervention sur l'extrémisme violent)
Allemagne	Non spécifié	≥ 292	Distribution	Inexistant	Révision de l'évaluation des risques d'extrémisme violent 2; "Analyse fondée sur les règles pour auteurs potentiels de danger imminent "	Les programmes diffèrent d'un pays à l'autre, financés par l'initiative «Vie démocratique», avec des priorités idéologiques et socio-éducatives différentes.
Grèce	≥ 20 (nombre estimé) (3 fondamentalistes; les autres sont des extrémistes de gauche)	≥ 20 (estimation)	Il n'y a pas de système fixe	Inexistant	Il n'y a pas d'outil pour évaluer les risques d'extrémisme	Il n'y a pas de programmes pour l'extrémisme
Hollande	36	≥ 51 (estimation)	Centre de détention	Oui (6 unités d'une capacité totale de 48 détenus)	Examen de l'évaluation des risques d'extrémisme violent 2	Interventions de désengagement avec le terrorisme, l'extrémisme et le radicalisme
Norvège	25	34	Distribution (avec isolement spécifique de facto)	Inexistant	Il n'y a pas d'outil pour évaluer les risques d'extrémisme	Orientation et sensibilisation
Espagne	329 (126 fondamentalistes; 203 séparatistes basques)	493	Isolement de facto	Oui	Modification de l'examen de l'évaluation des risques d'extrémisme violent 2 (dans les prisons du ministère de l'Intérieur); Prévention, détection et intervention dans les processus d'extrémisme violent	«Programme-cadre d'intervention en cas d'extrémisme violent auprès des détenus islamistes» (prisons du Ministère de l'intérieur); pas de programmes pour l'extrémisme (en Catalogne)
Suède	53>	Non spécifié	Système de tri	Non	Évaluer les risques, besoins et réponse; Autres outils utilisés (Revue d'évaluation des risques d'extrémisme violent 2)	Pas de programmes pour l'extrémisme

Structure du rapport

Le rapport de sept chapitres, débute par une introduction sur sa méthodologie et sa structure, et s'achève par des recommandations sur les moyens de surveiller les prisonniers extrémistes. Il expose le phénomène des prisonniers du terrorisme dans dix pays européens et retrace l'expérience intégrale de l'agresseur extrémiste, depuis l'annonce des jugements et les mesures pénitentiaires prises à son encontre, jusqu'aux méthodes de prévention de l'extrémisme, en passant par les mesures de désengagement et de réadaptation, les arrangements post-libération et le suivi. Le (Chapitre 1) clarifie la méthodologie et la structure du rapport. Le (Chapitre 2) traite des catégories d'extrémistes et de leurs antécédents criminels en Europe. Le (Chapitre 3) présente des types d'attaques et de complots dans les prisons. Le (Chapitre 4) discute les moyens de prévenir l'extrémisme et les méthodes de recrutement. Le (Chapitre 5) évoque les règlements pénitentiaires et le (Chapitre 6) examine la libération et la réhabilitation. Le (Chapitre 7) comprend les recommandations et les lignes directrices des systèmes pénitentiaires.

Classe des agresseurs extrémistes

Le rapport évoque au Chapitre 2 le changement radical de la catégorie des agresseurs extrémistes au cours de la dernière décennie, avec l'augmentation des prisonniers extrémistes condamnés pour des infractions liées au terrorisme et ceux condamnés pour des infractions ordinaires et pénales, mais qui sont devenus des extrémistes dans les prisons.

Augmentation des effectifs

Le rapport note que la moitié des détenus dans les dix pays étudiés se trouvent en France et le reste en Espagne, Allemagne, Grande-Bretagne et Belgique. Leurs effectifs augmentent même dans les pays scandinaves.

Bien que la Grèce ait souffert du «terrorisme anarchiste» de gauche, les autorités grecques manquent de statistiques sur les criminels terroristes et on estime à vingt les extrémistes détenus. L'Allemagne ne dispose pas de statistiques nationales, ce qui incite les chercheurs à consulter chaque État Fédéral séparément. L'étude montre toutefois une augmentation marquée du nombre de femmes et de ceux affiliés à l'extrême droite.

Si nous prenons en compte les individus surveillés montrant des signes pouvant conduire à l'extrémisme, ou ceux ayant une tendance terroriste, 54% d'entre eux ont été détenus dans des cas ordinaires, puis ont opté pour l'extrémisme après leur détention. On ignore quand ces chiffres atteindront leur apogée, car l'échec de Daech en Syrie et en Irak, la montée de l'extrême droite en Europe, l'impact du Coronavirus et la récession économique mondiale sont des facteurs

susceptibles de renforcer le terrorisme en Europe, et d'affecter les conditions des extrémistes dans les prisons.

Malgré l'émergence du phénomène des femmes extrémistes, leur nombre dans les prisons reste limité par rapport au nombre total de détenus. Par exemple: Sur un total de 177 prisonniers extrémistes en Belgique, il n'y a que 9 femmes (5%), 10 sur 126 en Espagne (9,5%) et 50 sur 522 en France (9,6%). Les femmes ne représentent pas plus de 10% du nombre total de détenus extrémistes et de ceux ayant quitté pour la Syrie et l'Irak.

Pénalités variables

Les peines vont de courtes peines de prison à la réclusion à perpétuité. En Espagne, les extrémistes jugés entre 2012 et 2019 ont été condamnés à des peines allant de 6 mois à 13 ans. Au Royaume-Uni, des peines d'emprisonnement ont été prononcées entre 9 mois et 45 ans. En Belgique, 50% des inculpés ont été condamnés à moins de 10 ans, et 20% d'entre eux à 5 ans ou moins. Au Danemark, les peines sont comprises entre 6 mois et 10 ans. En France, les peines étaient plus longues, tandis qu'en Grèce, les peines moyennes étaient de 16 ans, les plus élevées de l'Union Européenne.

Étude et planification

L'environnement carcéral reflète l'extérieur. Lorsqu'on étudie les attaques ayant suivi la libération de certains détenus, les complots tramés dans les prisons, les tentatives de forcer les autorités à libérer des prisonniers, et en mettant en évidence l'activité récente de recrutement dans les prisons, il apparaît que la prison et le «monde extérieur» sont étroitement imbriqués.

Attaques à l'intérieur des prisons

La nouveauté en Europe a été les attaques terroristes dans les prisons. L'extrémiste Bilal Taghi a poignardé deux gardiens de prison en France en 2016. Il s'agissait du premier incident du genre en Europe. Ensuite, cinq autres attaques ont été menées. Malgré les restrictions, les assaillants rusés ont planifié leurs attaques surprises aux couteaux commises dans leurs cellules. Ces attaques sont le signe d'une escalade des menaces et contrastent avec la routine qui prévalait dans les prisons.

La caractéristique commune de ces assaillants était leur passé violent. Cinq sur sept d'entre eux avaient été condamnés pour avoir commis ou planifié des actes de violence, tandis que le sixième, Mohammed Al-Hanouni, avait participé à des violences terroristes en Syrie. Il semble que l'extrémisme oriente leurs choix, ce qui indique que le passé violent de l'auteur peut constituer un indicateur du risque de violence à l'avenir.

Il semble que la France soit la plus touchée par ces violences. Ses prisons ont fait l'objet de quatre attaques sur six et le nombre d'agresseurs extrémistes dans ses prisons a augmenté par rapport aux autres pays européens. Comme c'est généralement le cas en Europe, les prisons en France sont surpeuplées, ce qui rend difficile pour les autorités de bien surveiller les détenus. Le rapport de 2010 indique que les prisons spacieuses et l'abondance d'observateurs réduisent les conflits résultant des antagonismes culturels et identitaires des détenus.

Planification dans les prisons

Le rapport indique que sur les 22 attaques et attaques planifiées en Europe depuis 2015, 12 ont été menées par des extrémistes récemment libérés, dont trois ont commis leurs crimes moins d'un mois après leur libération. Bien que ces cas exceptionnels soient rares, ils montrent comment un détenu peut sortir de prison avec l'intention de commettre au plus vite un attentat terroriste. Au lieu de les forcer à «se repentir» et corriger leurs erreurs, l'expérience pénitentiaire pour cette minorité montre qu'ils se sont radicalisés davantage dans la prison. Quant aux autres assaillants, ils ont attaqué quatre mois à deux ans plus tard, ce qui indique qu'ils ont mis du temps avant de prendre la décision de passer à l'attaque.

5 des 22 attaques ont eu lieu dans des prisons où les auteurs terroristes et prisonniers ordinaires se sont rencontrés, ont conspiré et décidé de travailler ensemble. Dans de tels cas, la prison a fourni aux extrémistes les conditions adéquates pour faciliter leur mission, rencontrer d'autres extrémistes, échanger des idées et développer leur expertise. Bien que les autorités cherchent à isoler les extrémistes des autres criminels en général, il est difficile d'empêcher complètement cette «communication» entre eux.

Recrutement dans les prisons

La plupart des cas de radicalisation militante dans les prisons au cours des dernières années étaient dus à des criminels «ordinaires» et des extrémistes condamnés dans des affaires de terrorisme. Quant aux cas de radicalisation individuelle, sans tentation ni encouragement de la part des autres, ils sont rares, contrairement aux idées reçues, car l'extrémisme n'a pas toujours de caractère purement intellectuel. Il s'agit simplement pour le prisonnier d'un choix fait dans un environnement «carcéral», hostile et peu sûr. Les prisonniers, en particulier les nouveaux, ressentent le besoin de forger des alliances avec d'autres groupes pour se protéger. Le processus de planification pour après la prison commence immédiatement après le recrutement du nouvel élément au sein du groupe extrémiste. Les groupes extrémistes mettent en place des programmes de soutien et de sensibilisation comprenant la rédaction de lettres et les visites de prisons pour soutenir les prisonniers extrémistes, afin de recruter certains d'entre eux.

Il convient de noter que la plupart de ces groupes opèrent dans un cadre légal, et que les campagnes épistolaires semblent souvent naturelles et inoffensives, visant à remonter le moral et ne sont souvent ni explicites ni directes, dépourvues de contenu extrémiste ou avec peu de références ambiguës. Les autorités ne disposent pas d'outils juridiques pour interdire ces groupes bien qu'il soit possible de les identifier.

Prévention de l'extrémisme et du recrutement

Le Chapitre 4 présente les efforts déployés par les autorités pour faire face au problème de l'extrémisme et du recrutement dans les prisons dont la création d'unités pour la formation et le recrutement d'experts et l'évaluation des conditions et des risques, comme de gérer le défi appelé «fausse résignation» ou «repentir artificiel» des agresseurs terroristes.

Surveillance et détection

L'un des principaux objectifs de la détection dans les prisons est de distinguer la vraie religiosité de l'extrémisme délinquant. Diverses études ont montré que la religion a un effet positif sur la majorité des détenus qui redécouvrent leur foi en prison, mais de nombreux détenus revendiquent la religiosité pour plus de sécurité parmi leurs collègues, ou pour profiter des avantages offerts aux religieux.

Ces cas représentent un défi majeur pour les agents pénitentiaires et soulignent le besoin urgent de personnel compétent et expérimenté. Certains pays ont renforcé les effectifs pénitentiaires. Le Ministère de la Justice du Royaume-Uni a formé 22.000 employés à traiter avec les extrémistes. Cependant, on ne peut s'attendre à ce que tout le personnel pénitentiaire ait une fine connaissance des groupes extrémistes, de leurs symboles, sources, croyances et idées. Pour aider ces employés, les gouvernements ont augmenté les scores de surveillance et le suivi des courriels, des appels téléphoniques et des visiteurs aux prisons.

Évaluation des risques

Les informations obtenues par la détection ne sont complètes que si elles sont accompagnées d'autres informations sur la gestion des affaires des détenus. Les outils d'évaluation des risques ont été créés il y a des décennies, testés, affinés et développés pour mesurer la récidivité et la propension à la violence et l'agression des criminels ordinaires, mais les évaluations des risques d'extrémisme sont relativement nouvelles et leurs outils ont donc été élaborés pour se conformer à la nouvelle réalité.

Les évaluations des risques ne sont exactes que si elles sont basées sur des informations exhaustives. Le manque d'informations conduit à des évaluations erronées et inexactes, tout en sachant qu'il n'est pas possible d'obtenir des informations complètes. Les

services pénitentiaires soulignent l'importance de la «sécurité dynamique», c'est-à-dire des informations obtenues à partir des interactions quotidiennes entre le personnel et les détenus pour détecter les changements d'attitude et de comportement.

Il existe d'autres sources d'informations telles que les entretiens, les dossiers provenant de l'extérieur de la prison, les dossiers d'enquête originaux, les rapports d'accusation du tribunal, ...etc. Les experts peuvent alors être en mesure d'évaluer professionnellement et objectivement l'état d'extrémisme du détenu.

Fausse résignation

La question de la «fausse résignation et du faux repentir» s'est posée récemment après la découverte de combattants extrémistes ayant trompé les autorités et revendiqué le repentir pour pouvoir mener des attaques plus tard. Ainsi, Osman Khan, l'assaillant du London Bridge 2019, a participé à des programmes de réhabilitation et de désengagement de l'extrémisme, et son histoire a été considérée comme un grand succès qui s'est avéré une duperie pour recouvrer la liberté!

Ce faux-semblant n'était que de la Taqiyya, un concept chiite utilisé pour tromper et dissimuler les véritables intentions des auteurs. Certains prisonniers se vantent de tromper les autorités, même en commettant des interdits religieux, comme de manger du porc pour obtenir de courtes peines de prison.

Il est difficile de savoir si les auteurs sont sincères dans leur repentir de l'extrémisme en l'absence de moyen infaillible de vérification. La surveillance continue peut néanmoins détecter des écarts entre ce que le détenu montre aux gardiens et ce qu'il dit à ses camarades incarcérés. Il est également possible de s'appuyer sur des conseillers et des psychologues pour évaluer de manière indépendante la situation du détenu. De nombreux détenus considèrent la prison comme une épreuve de foi et d'engagement à leur cause, ou comme un lieu de formation, de convalescence et de reclassement. Dans les dix pays susmentionnés, de nombreux prisonniers s'efforcent d'y acquérir de nouvelles compétences et d'étudier la foi, les règles de la Charia et l'histoire islamique.

Systèmes pénitentiaires

L'isolement complet et permanent est illégal en Europe, mais les systèmes pénitentiaires essaient nombre de techniques. La plupart isole les auteurs dangereux, tandis que le reste des prisonniers est autorisé à fréquenter les prisonniers ordinaires. Parmi les questions qui ont tourmenté les experts de l'extrémisme au cours des cinq dernières années: Quel est le système optimal pour traiter les agresseurs extrémistes? Il existe trois types de réponse:

1. «Concentration»: Placer tous les auteurs extrémistes dans un seul pavillon.

2. Dispersion: Faire la distinction entre les auteurs extrémistes et les criminels de droit commun.
3. Isolement: Isoler les auteurs extrémistes les uns des autres et des criminels de droit commun.

La dispersion est actuellement la méthode la plus courante dans les dix pays étudiés. Il y a des avantages à cela en raison de la possibilité que les auteurs soient exposés à des opinions positives qu'ils n'auraient pas connues s'ils avaient été isolés. L'objectif est de réduire les rencontres avec les extrémistes partageant les mêmes idées pour éviter de créer de nouvelles cellules pyramidales dans la prison.

Cependant, la dispersion ne fonctionne pas pour tous les auteurs en raison de leurs différentes perceptions, intentions et degré d'extrémisme. Le principal danger ici est la possibilité de renforcer l'extrémisme et le recrutement, ou de connaître d'autres criminels, comme cela s'est produit avec Mehdi Namush, meurtrier de quatre personnes dans un musée juif en Belgique en 2014, et qui avait rencontré en prison le marchand qui lui a fourni des armes. C'est pourquoi la plupart des prisons usent de tous ces modèles et choisissent ce qu'elles jugent approprié pour les défis et les situations auxquels elles sont confrontées.

Concentration et isolement

Les Pays-Bas sont le seul pays européen qui adopte, depuis 2004 la «concentration totale», comme modèle spécial pour héberger les auteurs de terrorisme. L'Espagne impose un isolement complet aux agresseurs séparatistes basques, depuis trois décennies, tout en restreignant leurs mouvements et en les empêchant de toute activité professionnelle ou éducative en prison. L'inconvénient de ce modèle est qu'il permet à l'agresseur de jouer le rôle de la victime persécutée, et accroît l'hostilité et la haine envers le pays et les autorités.

Libération et réinsertion

Le Chapitre 6 traite d'un sujet important et urgent, qui est la libération et la réinsertion, car dans les années à venir, des centaines de criminels extrémistes seront libérés en Europe dont 80% en France et 60% en Belgique d'ici 2022, et la totalité en Espagne, d'ici 2023.

Plans de réinsertion

Dans tous les pays européens, on a tendance à préférer le modèle de réinsertion et de désengagement du terrorisme à travers la modification des attitudes et des opinions, quoique la plupart préfère la détention obligatoire. La plupart des pays dépendent des organisations non gouvernementales pour réhabiliter les terroristes. Le programme est sélectionné après l'évaluation individuelle de l'auteur de l'infraction. Des programmes obligatoires sont imposés aux personnes libérées, mais la plupart des programmes demeurent facultatifs. De nombreux programmes mettent l'accent sur la nécessité de choisir un mentor ayant de

l'expérience, de l'intelligence et des compétences en matière de gestion pour accompagner l'auteur après sa libération, quoique ces guides soient rares.

Bien que les croyances et les idées ne soient pas la seule motivation de l'extrémisme, elles demeurent sans doute l'une des motivations les plus importantes, d'où l'importance du guide pour traiter les idées, montrer le droit chemin, prévenir l'extrémisme et permettre la réhabilitation et l'insertion.

Conditions de libération

Les lois applicables aux détenus extrémistes varient d'un pays à l'autre, et dans la plupart des pays, ils sont libérés après l'expiration de leur peine. La Suède a une loi spéciale pour prolonger de six mois la période de détention des délinquants dangereux. En Grèce, les détenus peuvent demander le réexamen de leur dossier après avoir purgé 60% de la peine. En Belgique et en Grande-Bretagne, ils ne peuvent demander le réexamen de leurs dossiers que sur permission de la Haute Autorité pénitentiaire.

Après la libération

Les terroristes sont suivis et surveillés de près, conformément à la loi, après leur libération. Certains d'entre eux peuvent être amenés à consulter régulièrement un mentor affecté à la question de leur réintégration. En Norvège, les mêmes conditions sont imposées aux extrémistes et aux prisonniers ordinaires, stipulant la détermination des lieux de résidence, de travail et de formation, les visites régulières et les restrictions imposées à ceux qui leur sont associés.

Recommandations et Orientations

Le Chapitre 7 s'achève sur des recommandations générales et des lignes directrices:

Recommandation 1: Nécessité d'éviter la surpopulation et le sous-effectif

La surpopulation carcérale et le sous-effectif conduisent au chaos et à la perte de discipline et de contrôle au sein de la prison. Le chaos est une opportunité en or pour les gangs et les extrémistes. Pour maintenir la sécurité et lutter contre la criminalité et le terrorisme, il faut investir davantage dans les systèmes pénitentiaires.

Recommandation 2: Nécessité de développer l'expertise et de former le personnel

L'augmentation du nombre d'extrémistes dans les prisons nécessite de former le personnel pénitentiaire afin de traiter de manière optimale les auteurs de

terrorisme et distinguer les comportements terroristes, tout en garantissant le droit des prisonniers de pratiquer librement leur religion.

Recommandation 3: Nécessité de partager l'information

Le fait de ne pas partager les informations entre les établissements pénitentiaires et les partenaires externes (agences de contrôle, services sociaux et publics) peut entraîner des cas de récidive. Une plate-forme en ligne regroupant les administrations pénitentiaires, les tribunaux, les organes de contrôle et la police doit être créée pour accéder rapidement aux informations et aux données mises à jour.

Recommandation 4: Nécessité d'étudier les outils d'évaluation des risques

Les méthodes d'évaluation des risques de l'extrémisme violent doivent être évaluées et renouvelées régulièrement et le personnel formé à leur utilisation, tout en choisissant les initiatives réalisables qui ont fait leurs preuves auprès des extrémistes.

Recommandation 5: Nécessité d'évaluer et de mettre à jour les systèmes pénitentiaires

Bien que la plupart des pays inclus dans l'étude adoptent des initiatives différentes, il semble y avoir une tendance à adopter une « focalisation » partielle sur le traitement des détenus. Par conséquent, les programmes qui sont suivis régulièrement devraient être évalués et adaptés aux spécificités du groupe d'agresseurs extrémistes et à leur comportement. En l'absence de solutions idéales, nous devons rechercher des solutions réalistes qui réalisent l'intérêt minimum.

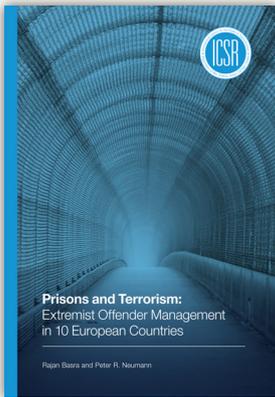
Recommandation 6: Nécessité de relier la phase carcérale et la post-incarcération

Le succès des plans de réhabilitation apparaît dans leur impact profond et leur durabilité à long terme. Les agents de terrain devraient lier les programmes pénitentiaires aux programmes post-pénitentiaires qui aident à la réinsertion du prisonnier.

Recommandation 7: Nécessité de prêter attention aux nouveaux défis

Les gouvernements doivent être proactifs en adaptant leurs politiques et procédures à la réalité changeante. L'augmentation remarquable ces dernières années du nombre de prisonniers extrémistes, toutes tendances confondues, et du nombre de femmes d'extrême droite constitue un défi majeur à prendre en compte par les règlements pénitentiaires, les programmes de réhabilitation, les outils d'évaluation des risques, la formation et le recrutement du personnel et des mentors.





Prisonniers et Terrorisme

Gestion des affaires des détenus dans les affaires de terrorisme dans dix pays européens

By ICSR Team

www.icsr.info







الائتلاف الإسلامي لمحاربة الإرهاب
ISLAMIC MILITARY COUNTER TERRORISM COALITION